



la lettre d'**attac** sud-essonne

janvier 2012 _contact : coudertcel@orange.fr

É D I T O

Depuis 1998, l'association ATTAC dénonce les conséquences destructrices de toutes les dérèglementations financières magnifiquement mises en œuvre en Europe. Aujourd'hui l'histoire nous donne malheureusement raison, au point même que certains artisans de ces dérèglementations font mine de vouloir la taxation des transactions financières que nous réclamons depuis 1998 ! Au nom de « l'intelligence » des marchés et de la nécessité du soit disant « libre échange », de la libre circulation des capitaux, des privatisations, etc., une très petite minorité (-de 10%) s'est considérablement enrichie aux détriments des peuples. En Europe, les réformes institutionnelles ne font que radicaliser une logique de répression budgétaire et de soumission aux marchés financiers, dont la crise manifeste pourtant l'échec. Il est grand temps que les citoyens que nous sommes, exigent une autre Europe. Il faut imposer un audit citoyen de la dette et sortir de l'idéologie néolibérale dominante dans les traités Européen.

s'informer !

↳ Consulter les articles consacrés à la dette sur le site d'attac : <http://www.france.attac.org/sortir-du-piege-de-la-dette>

passer à l'attac !

↳ Adhérer à Attac. <http://www.france.attac.org>
Prendre contact avec attac Sud-Essonne. coudertcel@orange.fr

DETTE : les grosses ficelles de l'arnaque

Une pièce en trois actes, écrite par Attac pays d'Aix

ACTE 1 : Dramatiser et faire peur

*Il paraît que « la dette est colossale, le pays au bord de la faillite »
C'est faux !*

Le drame n'est pas celui qui est annoncé. **La dette n'est ni bonne ni mauvaise en elle même, tout dépend de son usage**: a-t-elle permis un développement des richesses pour le bien commun (écoles, hôpitaux...)? Ou sert-elle les intérêts spéculatifs et destructeurs d'une oligarchie très riche comme c'est le cas ?

Ce qui est terrifiant avec la dette ce n'est pas son montant actuel. Sans vouloir minimiser la dette publique (1692 milliards d'euros au 2^d trimestre 2011, soit 86,2% du PIB) si nous devions la rembourser en 7 ans (durée moyenne du remboursement), cela représente 12% du PIB, ce qui est loin de la faillite ! Le Japon pour sa part a une dette publique de 229 % en 2011 et en 1944 notre dette représentait 290 % du PIB.

N'oublions pas : la France est un pays riche !

Ce qui est beaucoup plus effrayant et scandaleux, une vraie imposture, c'est que la dette a été délibérément créée par ceux qui la dénoncent :

• par les baisses d'impôts sur les grandes entreprises et les ménages les plus riches depuis 10 ans. Sans ces baisses d'impôts, la France aurait même eu un excédent budgétaire en 2006, 2007, 2008 (Voir le Rapport du député UMP Gilles Carrez et le Rapport sur les finances publiques 2010 de Champsaur et Cotis).

• par l'obligation que les États européens se sont donnée d'emprunter sur les marchés financiers à taux d'intérêt parfois très élevés plutôt qu'à taux très faibles auprès de la Banque Centrale Européenne. Les plus riches payent moins d'impôts, ils ne dépensent pas forcément ce surplus de revenu en achetant plus de biens de consommation ou de services mais ils placent cet argent sur les obligations émises par les états qui sont obligés d'emprunter à cause du manque de rentrée fiscale : la boucle est bouclée ; c'est ce qu'on appelle l'effet boule de neige.

Cet abandon du pouvoir monétaire et du crédit au profit des banques privées, réalisé dès 1973 en France par Valéry Giscard d'Estaing et en Europe depuis le traité de Maastricht, a fait du service de la dette (intérêts + amortissement) le premier poste de dépense de l'État, ce qui est aberrant et scandaleux socialement. On verse ainsi aux créanciers annuellement près de 3 fois le budget des dépenses scolaires. Voir E. Toussaint et D. Millet « La Dette ou la Vie ».

Sans ces deux mesures modifiables il n'y aurait pas de problème de dette. Mais la dette est source de profit c'est pourquoi les gouvernants la maintiennent tout en prétendant la combattre.

Quant à la peur de la perte du triple A, on sait qu'il est vain de vouloir rassurer les marchés financiers qui craignent aussi, en connaissance de cause, les effets, destructeurs de leurs recettes sur l'économie. Soustraire les États à cette pression peut se faire simplement en obligeant la BCE (Banque Centrale Européenne) de prêter directement aux états à un taux très

faible, ce qu'elle fait auprès des banques qui prêtent cet argent aux états à des taux très élevés, selon qu'ils sont plus ou moins bien notés par des agences de notation privées aux services des banques. Plus un pays ou une entreprise aura une mauvaise note, plus les banques s'enrichiront. Et il y aura toujours la banque centrale pour remettre de l'argent au pot.

ACTE 2 : Culpabiliser

*Il paraît que « nous dépensons trop, nous vivons au-dessus de nos moyens, chaque habitant est redevable d'une part de cette dette et ce sera un fardeau pour nos enfants si nous n'acceptons pas de nous serrer la ceinture ! »
C'est faux !*

Le gouvernement et les grands médias nous serinent comme une évidence que la dette est liée à un excès de dépenses. Mais les comptes du gouvernement contredisent cet argument :

Les déficits publics, c'est à dire le solde négatif entre les recettes et les dépenses ne viennent pas d'une augmentation des dépenses mais d'une baisse des recettes.

Après avoir diminué en 1995, les dépenses restent stables depuis 1996 (52,7% du PIB en 2007). Par contre les prélèvements obligatoires ont baissé passant de 44,9 % du PIB en 1999 à 42,5 % en 2010. Sur les 77,7 milliards de baisses d'impôts depuis 10 ans, un cadeau fiscal de 41 milliards a profité aux plus riches sous forme de baisse d'impôt sur le revenu (Voir rapport Carrez).

La crise financière a augmenté le montant des déficits et donc de la dette :

- par le sauvetage des banques, le soutien aux grandes entreprises. L'augmentation des dépenses s'est alors faite au bénéfice du privé.
- par les baisses de recettes fiscales dues au ralentissement de l'activité économique et par la nécessité d'aider les chômeurs victimes de la crise.

*Il paraît que « la dette de l'État est comme celle des ménages, l'État la gère en bon père de famille en réduisant les dépenses. Chaque habitant est co-responsable d'une partie de la dette qui est un fardeau pour les générations futures »
C'est faux !*

Le citoyen ordinaire n'est en rien responsable de cette augmentation de la dette.

L'État n'est pas comparable à un ménage car un ménage peut difficilement augmenter ses recettes alors que l'état peut choisir d'augmenter ses ressources par l'impôt.

Il n'y a pas de co-responsabilité individuelle de la dette.

- Les classes les plus riches ont bénéficié deux fois de l'endettement :

- par les baisses d'impôts qui leur ont laissé plus d'argent disponible

- par l'achat consécutif de titres de dettes dont ils touchent les intérêts.

- Les plus pauvres et les classes moyennes n'ont pas bénéficié de cet endettement. Au contraire ils subissent lourdement les plans d'austérité qui dégradent leurs conditions de vie et font plonger certains dans la misère.

Cette tentative de détournement de la responsabilité en l'individualisant, essaie de masquer une lutte des classes sans merci, dans laquelle s'opère un transfert permanent de richesses des pauvres vers les riches.

Ce ne sera pas un fardeau pour tous car les jeunes qui hériteront de leurs parents, de titres de la dette et bénéficieront de réductions d'impôt sur les successions, profiteront des richesses accumulées par leurs parents, tandis que les non-héritiers continueront à payer la dette à leur place si nous ne changeons pas le système.

ACTE 3 : Punir

*Il paraît qu'« il faut payer, se serrer la ceinture, faire des sacrifices, se soumettre aux plans d'austérité, il n'y a pas d'alternatives. »
C'est faux !*

Les revenus des plus riches sont protégés alors que les faibles revenus se voient infliger une série de mesures qui les touchent lourdement : augmentation de la TVA, de la taxe d'habitation, de la taxe sur les complémentaires de santé, allongement de l'âge de la retraite, réduction de prestations sociales (aides au logement, aides aux chômeurs de plus de 55 ans), déremboursements de médicaments, baisse des services publics, etc.

Les mesures d'austérité sont un instrument de domination des peuples, de plus, elles sont économiquement absurdes et contre productives. Elles ralentissent

l'activité économique, conduisent à la récession et à une nouvelle baisse de recettes qui ne peut qu'entraîner de nouveaux emprunts et augmenter la dette.

Au Sud, au Nord, la dette est un outil de domination des peuples mais il existe une solidarité objective entre ses victimes.

Les pays du Sud endettés subissent depuis les années 1980 ce « système dette » qui permet le pillage des ressources et l'envoi d'une quantité colossale de capitaux vers les coffres des financiers du Nord au détriment des droits fondamentaux des populations du Sud.

Leurs plans d'austérité appelés « Plans d'Ajustement Structurels » fonctionnent selon le même mécanisme que les nôtres : assurer un transfert colossal de richesses au bénéfice des riches créanciers sur le dos des populations. De 1985 à 2010 les remboursements ont dépassé de 666 milliards de dollars le montant des emprunts. Voir E. Toussaint et D. Millet *La Dette ou la vie*.

A noter que les détenteurs de ces créances sont les mêmes qu'au Nord :

- grandes institutions financières privées
- particuliers très aisés, parfois du Sud
- institutions financières internationales

***Ce système dette ça suffit !
Réalisons un audit citoyen de la dette pour répudier les dettes illégitimes !***

Des alternatives, il y en a !

→ En Argentine une suspension prolongée des paiements a permis une réduction très importante de la dette et le redémarrage de l'économie.

→ En Équateur un audit citoyen des dettes publiques a rendu possible également une suspension des paiements et un rachat à bas coût de dettes. L'économie réalisée de 7 milliards de dollars a été investie dans le développement de services publics.

→ En Europe, en France, des Collectifs d'Audit Citoyen de la Dette Publique se constituent au niveau national comme au niveau local.

Rejoignons ces collectifs pour démontrer publiquement les ficelles de la dette, refuser les plans d'austérité et proposer des alternatives.

Pour tout renseignement, connaître les objectifs de ces collectifs, et les textes de référence, signer la pétition en ligne, allez sur le site :

www.audit-citoyen.org